



ÉCONOMIE NIVEAU SUPÉRIEUR ÉPREUVE 3

Mardi 22 mai 2007 (matin)

2 heures

INSTRUCTIONS DESTINÉES AUX CANDIDATS

- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Répondez à trois questions.
- Utilisez des diagrammes correctement légendés et des références au texte / aux données, le cas échéant.

La Chine a hâte de jouer son rôle dans le monde des affaires

- Sachant qu'il enseignait en Chine, le Professeur Li Mingzhi de l'université de Tsinghua a dû sourire quand il a demandé à ses étudiants en économie de donner des exemples d'une économie centralement planifiée où le gouvernement décide combien les gens gagnent, la quantité qu'ils produisent et le coût des produits. Un étudiant a rapidement répondu, « la Chine, il y a plusieurs années ».
- **2** Cela signifie que la Chine dans laquelle le gouvernement prend toutes ces décisions est en train de disparaître.
- Dans les années 1990, le gouvernement a restructuré l'économie planifiée de la Chine pour introduire des réformes sur la libre entreprise. Ces réformes ont consisté en particulier à fermer un certain nombre d'entreprises nationalisées qui perdaient de l'argent, à rechercher des **investissements directs de l'étranger**, et à accélérer les réformes économiques. Résultat : la Chine est devenue une économie en transition.
- Aujourd'hui, grâce à une efficacité croissante, les chefs d'entreprises, les coentreprises et les multinationales contribuent à une croissance et une expansion économiques de plus en plus rapides dans les villes chinoises. Ces entreprises permettent de développer des banlieues entières pour une classe moyenne croissante, de produire des voitures pour les transports et des téléphones portables pour les communications.
- L'augmentation de la demande intérieure, en parallèle avec l'incitation à produire plus de marchandises pour le marché international, a fait croître la consommation de la Chine pratiquement dans tous les secteurs. Il y a 10 ans, la Chine était autosuffisante en produits alimentaires et en pétrole, mais au cours du premier semestre 2004, les importations de ces produits ont augmenté de 60%. L'impact s'est ressenti sur les marchés des matières premières du monde entier où la Chine est tenue pour responsable de la hausse des prix du pétrole et de l'augmentation des coûts du cuivre, de l'acier et du ciment. Au niveau national, la croissance économique d'environ 10% a entraîné la crainte d'une surchauffe de l'économie. L'inflation menace la Chine
- Il y a une grande exaspération en Chine en raison de l'écart croissant entre les villes riches de la côte Est et les communautés rurales pauvres des régions de l'Ouest. À ceci s'ajoute des inquiétudes pour l'environnement, et il y a beaucoup de gens qui se demandent si la croissance économique rapide est bénéfique.

[Source : adapté de Gady Epstein, *The Guardian Weekly*, du 26 novembre au 2 décembre 2004 et Jonathan Watts, *The Guardian Weekly*, du 24 décembre au 6 janvier 2005]

(Suite de la question 1)

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
 - (i) économie centralement planifiée (paragraphe **①**)

[2 points]

(ii) investissements directs de l'étranger (paragraphe 3).

[2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez pourquoi la Chine subit « une croissance et une expansion économiques de plus en plus rapides » (paragraphe 4).

[4 points]

(c) « L'augmentation de la demande intérieure, en parallèle avec l'incitation à produire plus de marchandises pour le marché international, a fait croître la consommation de la Chine pratiquement dans tous les secteurs » (paragraphe ⑤). À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment l'augmentation de la demande intérieure en Chine peut influencer les prix et la production en Chine.

[4 points]

(d) D'après les informations du texte et vos connaissances en économie, évaluez les conséquences économiques qui résultent de la transition d'une économie centralement planifiée vers une économie de marché.

Un réseau routier de 2 milliards de dollars

- Un nouveau réseau routier (voie express) à péage vient d'être construit. Ce nouveau réseau accroît considérablement le stock total de l'infrastructure.
- Les gens qui vivent dans les banlieues proches de ce nouveau réseau routier disent que cela ne les avantage pas car les automobilistes essayent d'éviter de l'emprunter. Les automobilistes empruntent d'autres routes moins rapides qui traversent les banlieues pour éviter de payer. Cet accroissement de la circulation dans les rues proches du nouveau réseau routier a engendré une certaine congestion routière, des retards, de la pollution et l'usure générale des routes.
- Bien que ce réseau routier réduise considérablement le temps des trajets pour les automobilistes qui l'empruntent, ceux qui vivent dans les banlieues veulent que des mesures soient prises pour éviter qu'un grand nombre d'automobilistes utilisent leurs rues.
- De l'avis général ce nouveau système routier permet de se déplacer plus rapidement quelle que soit l'heure, mais il faudrait encourager davantage d'automobilistes à l'emprunter. La capacité maximale de ce réseau n'est pas utilisée.
- Pendant les heures de pointe quand les gens se déplacent en voiture pour aller au travail, le prix du péage semble être convenable. En revanche, une enquête récente révèle qu'il faudrait proposer une **discrimination des prix** sous forme d'une réduction du péage pour les usagers privés qui l'empruntent régulièrement en dehors des heures de pointe, afin d'encourager son usage.
- Pour les entreprises (les producteurs), le nouveau réseau routier présente un avantage considérable car il leur permet de se déplacer rapidement entre les zones industrielles, le port de fret et l'aéroport principal, de réduire le coût des transports, et d'utiliser de plus gros camions.
- L'élasticité-prix de la demande pour les ménages et les producteurs qui empruntent le nouveau réseau routier est estimée dans le tableau ci-après.

Élasticité-prix de la demande (EPD) pour les ménages et les producteurs

Année	EPD des ménages	EPD des producteurs
2002	1,45	0,38
2003	1,39	0,41
2004	1,41	0,39

L'élasticité-revenu de la demande est estimée à plus deux.

[Source : adapté de Christian Catalano, Stephen Moyniham et Melissa Marino, *The Sunday Age*, 5 mai 2002]

(Suite de la question 2)

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

(i) discrimination des prix (paragraphe **5**) [2 points]

(ii) élasticité-revenu de la demande (paragraphe •). [2 points]

(b) En vous reportant au paragraphe **②**, utilisez un diagramme approprié pour expliquer pourquoi le nouveau réseau routier ne reflète pas le véritable coût pour la société.

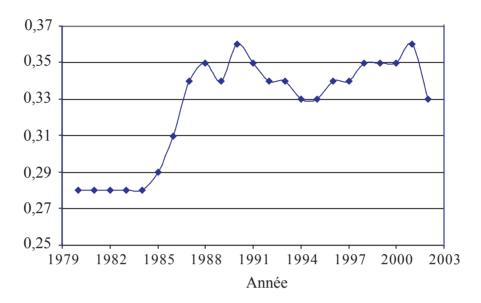
[4 points]

(c) À l'aide d'au moins **un** diagramme approprié, expliquez pourquoi l'élasticité-prix de la demande (EPD) est différente pour les deux principaux usagers du réseau routier.

[4 points]

(d) D'après les informations du texte et vos connaissances en économie, évaluez les arguments pour et contre le péage des routes.

Coefficient de Gini au Royaume-Uni



[Source : adapté de National Statistics, 13 avril 2005]

Texte 1:

La principale question est de savoir si nous voulons que le système fiscal modifie la distribution des revenus en faveur des moins riches pour réduire la pauvreté absolue et relative. Se demander si ceux qui ont les moyens de payer devraient participer davantage au financement des dépenses publiques revient à poser la même question sous une autre forme. Au cours du dernier siècle, la plupart des pays occidentaux ont répondu oui et les systèmes d'**impôt progressif** ont été appliqués aux revenus des personnes physiques. Par exemple, au Royaume-Uni, il existe trois taux d'impôt sur le revenu : 10 pour cent, 22 pour cent et 40 pour cent. Les économistes, cependant, ont peur de l'impât progressif sur l'efficacité et la production.

[Source : adapté du Telegraph 10 avril 2005]

Texte 2:

Les impôts indirects sur les biens et services, comme la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ou la Taxe sur les Biens et Services (TBS), sont une source croissante de revenus pour les gouvernements du monde entier bien qu'ils soient considérés comme régressifs et inflationnistes. 29 des 30 pays membres de l'OCDE* appliquent désormais une TVA/TBS.

[Source: adapté de http://www.oecd.org/topic/0,2686,en_2649_33739_1_1_1_1_37427,00.html, 13 avril 2005]

^{*} L'OCDE signifie l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (constituée en 1961). En 2006, les pays membres étaient les suivants : l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République Tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République Slovaque, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

(Suite de la question 3)

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

(i) Coefficient de Gini (intitulé du graphique) [2 points]

(ii) impôt progressif (Texte 1). [2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme représentant la courbe de Lorenz, expliquez l'évolution de la distribution des revenus au Royaume-Uni entre 1984 et 1988. [4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment l'introduction d'un impôt indirect sur un bien ou service va influencer son prix. [4 points]

(d) D'après les informations données et vos connaissances en économie, évaluez comment des systèmes d'impôt progressif permettent une distribution des revenus plus équitable. [8 points]

2207-5118 Tournez la page

Entrée en vigueur de l'accord de commerce entre les États-Unis et l'Australie

Texte 1

Avec l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2005, de l'Accord de libre-échange entre l'Australie et les États-Unis, le gouvernement australien a rejoint officiellement presque tout le reste du monde en acceptant les perspectives et les avantages des accords du libre-échange bilatéral et régional.

Texte 2

Jusqu'à récemment, l'Australie a concentré son attention sur les négociations commerciales multilatérales. En réalité, avant 2003, l'Australie avait signé un seul accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande. Depuis lors, l'Australie a signé des accords avec Singapour, les États-Unis et la Thaïlande.

En conséquence de cette inactivité relative sur le front bilatéral, l'Australie doit désormais affronter des discriminations sur de nombreux marchés importants. C'est pour cette raison que le gouvernement s'intéresse à l'Asie et examine la possibilité de former une **zone de libre-échange** avec l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est, la Chine, la Corée du Sud et le Japon.

Texte 3

Le gouvernement australien a manifesté la poursuite de son engagement dans les accords commerciaux multilatéraux. Il a récemment joué un rôle important dans la négociation de l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à « Doha », en juillet 2004, qui entraîne une réduction du protectionnisme, comme les tarifs douaniers et les **subventions**, dans des domaines difficiles tels que l'agriculture. La suppression des barrières permettra, on l'espère, un meilleur accès des pays en voie de développement aux marchés des pays développés.

Texte 4

L'accès à un marché plus libre, grâce à son adhésion à l'OMC, a avantagé considérablement l'Australie et les exportations australiennes depuis 1995 ont augmenté, passant de 93 milliards de dollars à plus de 154 milliards, de dollars, tout en entraînant un renforcement du dollar australien. La forte hausse des échanges a aussi largement contribué à créer plus de 250 000 emplois en Australie pendant cette période. L'Australie n'aurait pas avantage à renoncer au régime d'échange multilatéral malgré les craintes nationalistes de perte d'emplois, du dumping et le besoin de lever des impôts.

[Source : adapté de *The Australian*, 6 janvier 2005]

(Suite de la question 4)

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

(i) zone de libre-échange (*Texte 2*)

[2 points]

(ii) subventions (Texte 3).

[2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme approprié sur les tarifs douaniers, expliquez comment l'Accord d'échange entre l'Australie et les États-Unis, ainsi que la suppression des tarifs douaniers américains sur les produits australiens, pourraient relancer les exportations australiennes vers les États-Unis.

[4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment « l'accès à un marché plus libre » (*Texte 4*) pourrait entraîner un renforcement du dollar australien.

[4 points]

(d) D'après les informations données et vos connaissances en économie, évaluez les conséquences des négociations de l'OMC qui visaient à réduire le protectionnisme.

Mesurer d'abord, puis réduire

- Les réglementations inutiles encouragent la corruption. Plus les contraintes de réglementations sont ennuyeuses, plus il est tentant de corrompre les fonctionnaires pour qu'ils n'appliquent pas ces règles. Une excellente étude récemment effectuée par la Banque mondiale, « La pratique des affaires en 2005 », révèle que la bureaucratie est l'un des principaux obstacles à la croissance et au développement dans la plupart des pays en voie de développement.
- En général, les entreprises dans les pays en voie de développement payent trois fois plus en administratifs et ont deux fois plus de procédures bureaucratiques que leurs homologues dans les riches.
- Les entreprises dans les pays en voie de développement ont tendance à fonctionner sur des marchés informels, se tenant en dehors de la loi, et ne payant pas d'impôts. Elles demeurent de petite taille pour éviter d'être détectées, n'utilisent pas le système bancaire officiel et ne payent pas d'impôts. De ce fait, cela engendre de nombreuses conséquences non recherchées, y compris une structure fiscale inefficace.

Coûts et contraintes réglementaires rencontrés par les pays en voie de développement par rapport aux pays développés

Activité	Coefficient selon lequel une activité est en moyenne plus difficile dans les pays en voie de développement
Renvoyer un employé	1,6 fois plus coûteux
Faire respecter des contrats	3,0 fois plus coûteux
Créer une entreprise	4,2 fois plus coûteux
Sortir de l'état de faillite	1,9 fois plus long (en années)
Enregistrement de propriété	1,8 fois plus long (en années)
Créer une entreprise	2,2 fois plus long (en années)

- Les pays en voie de développement ont eu tendance à ne pas appliquer de systèmes crédibles pour protéger les **droits de propriété**, ne permettant pas aux pauvres de se lancer dans les affaires.
- Il semblerait y avoir de nombreux avantages à réformer les réglementations gouvernementales inefficaces dans la mesure où la croissance économique supplémentaire provenant d'une plus grande liberté de l'entreprise pourrait atteindre 2,2 points de pourcentage. Autrement dit, il y a bien plus à gagner en abolissant les règles et réglementations excessives qu'en demandant plus d'aide.

[Source: adapté de Measure first, then cut, The Economist, 8 septembre 2004; et de Doing Business in 2005: removing obstacles to growth. Banque mondiale, International Corporation and Oxford University Press 2005]

(Suite de la question 5)

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
 - (i) marchés informels (paragraphe 3)

[2 points]

(ii) droits de propriété (paragraphe 4).

[2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment la suppression des « contraintes réglementaires » (intitulé du tableau) pourrait influencer l'économie.

[4 points]

(c) Identifiez et expliquez **deux** conséquences possibles d'une « structure fiscale inefficace » (paragraphe **3**).

[4 points]

(d) D'après les informations du texte et vos connaissances en économie, évaluez comment les facteurs institutionnels et politiques peuvent influencer le développement économique.